

Chers camarades,

Je vous souhaite à toutes et à tous une bonne santé pour cette nouvelle année. Ce serait hypocrite de ma part de vous souhaiter une bonne année sachant ce que nous prépare le gouvernement social démocrate dont beaucoup de retraités avaient pensé qu'il serait le début d'un changement de situation.

Sarkosy a été chassé, la droite libérale et son extrême ont été battues par une forte mobilisation du peuple et particulièrement des retraités CGT qui ont eu, comme tous les retraités, à subir un ensemble de mesures très pénalisantes pour leur pouvoir d'achat :

- Gel du barème des impôts, qui a pour conséquence de soumettre à l'impôt toute une couche de retraités jusqu'ici exonérés et qui perdent toute une série d'aides sociales comme la gratuité dans les transports de certaines communes, l'exonération de la taxe TV, de la taxe foncière, etc...
- Fin de la demi-part pour les veuves et les veufs
- Augmentation de l'énergie,
- Augmentation des mutuelles dont il faut savoir que l'état prélève désormais 13,5 % de taxe sur les cotisations

Et bien d'autres mesures néfastes que vous connaissez tous.

On espérait, sans se faire trop d'illusions, que le nouveau gouvernement reviendrait sur certaines mesures et aurait une politique plus proche des besoins du peuple. Et que l'on observe-t-on après neuf mois ?

Les premières actions ont été de donner des gages à la finance et aux banques avec le voyage du Président à Londres, de rassurer le patronat avec la participation de 11 ministres à l'université d'été du MEDEF, de lui donner 20 milliards financés par une hausse de la TVA, de la fiscalité, par des baisses de dépenses des services publics, et cela sans contrepartie, de s'attaquer au peuple et principalement aux retraités en les présentant comme des nantis, comme des riches et en essayant de monter les jeunes et les actifs contre ces parasites que seraient les retraités, ces parasites qui mettraient l'économie du pays en difficulté. Toute une série de mesures sont prises pour affaiblir le pouvoir d'achat des retraités :

- Projet de suppression des 10% de déductions fiscales, sous prétexte que l'on ne travaille plus
- Nouvelles augmentations de l'énergie, du gaz, des transports (SNCF, Bus, Métro), de la redevance télé, des prix de consommation courante
- Doublement de la mise en place de la cotisation additionnelle de solidarité et d'autonomie, 0,3% qui vaut amputer nos retraites dès cette année
- Projet de réduction de 1% de l'augmentation des retraites complémentaires, ou blocage du montant des retraites jusqu'à la fin du mandat du Président
- Réduction du taux de réversion de 60 à 56%
- Projet de passage de 55 à 60 ans pour la retraite Arrco, retraite ouvrière

J'en resterai là pour ne pas vous gêner l'après-midi, mais il faut que les retraités soient informés de ce qui les attend et s'organisent, avec la CGT, et dans la CGT, pour se défendre, pour exiger du pouvoir et de ceux qui le soutiennent à l'Assemblée nationale et au Sénat, une politique pour le peuple et non pour la finance.

En France, 8 millions 600 mille personnes vivent sous le seuil de pauvreté et une forte majorité d'entre eux sont des retraités. Nous avons fait de notre pays, un des pays les plus riches au monde, de l'argent il y en a et peut nous permettre de finir notre vie dignement et de ne plus voir des gens mourir dans la rue. La CGT ne demande pas la lune, nos revendications ne sont pas exorbitantes.

Nous revendiquons :

- 300 euros par mois de rattrapage au titre de l'augmentation du coût de la vie
- Pas de retraite inférieure au Smic porté à 1700 euros
- Une pension de réversion à 75%
- La revalorisation des retraites et des pensions calculée sur l'évolution des salaires
- Un financement de la protection sociale basé sur la prise en compte des richesses créées dans les entreprises

- La reconquête des services publics et de proximité pour répondre aux besoins de tous.

Ce serait un juste retour des choses. Devons nous toujours nous battre pour avoir les moyens de vivre, lutter pour une protection sociale de haut niveau, un accès aux soins pour tous, une reconnaissance des maladies professionnelles, pour imposer des services de proximité et de qualité, pour accéder à la culture, aux loisirs, au vivre ensemble ? Pour cela il nous faut être nombreux et informés.

Il y a en France 16 millions de retraités, nous sommes un peu moins de 100000 syndiqués à la CGT, soit 0,62 % qui nous sentons concernés et engagés dans la lutte contre le capitalisme financier. Si nous voulons arriver à changer les choses il nous faut être plus nombreux. La première chose à faire c'est de conserver nos adhérents lors de leur départ en retraite, 8 à 9 syndiqués sur 10 quittent le syndicat une fois à la retraite, certains d'entre eux ne connaissent pas le syndicalisme retraité. La deuxième chose est de prendre nos affaires en main et ne pas laisser aux actifs la défense des retraités et de leurs droits. Sur Arles, on compte plus de 12000 retraités, il nous faut les mobiliser, mieux nous organiser pour leur montrer que le syndicalisme ne s'arrête pas à l'entreprise et concerne l'ensemble de la vie sociale et citoyenne du pays, de la région et de la commune.

Voilà ce que je voulais vous dire pour introduire la réflexion et la discussion de cet après-midi et je vous souhaiterai, quand même, une bonne année de luttes. L'UCR lance dans les jours qui viennent une campagne sur le pouvoir d'achat des retraités. Le 4 pages sera bientôt à votre disposition.